

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE Siège Social Mairie de SEVRAN Seine-Saint-Denis	<div data-bbox="1066 185 1540 322" style="border: 1px solid black; padding: 2px;"> Envoyé en préfecture le 15/04/2025 Reçu en préfecture le 15/04/2025 Publié le 22/04/2025 ID : 093-219300712-20250415-CCASDEC_1-DE </div>
OBJET : Convention pour la mise en œuvre des aides du programme Eau Solidaire	EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
D E C I S I O N	

Le Maire, Président du Centre Communal d'Action Sociale de Sevrans ;

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment son article L 123-5 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles 2122-22 et 2122-23 ;

VU le décret 95-562 du 6 mai 1995 relatif au Centre Communaux et Intercommunaux d'Action Sociale, notamment l'article 21

VU la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU la délibération n°02 du Conseil d'Administration du CCAS en date du 28 juillet 2020 déléguant au Président, l'ensemble des attributions prévues par l'article 21 du décret n°95-562 modifié, et ce pour la durée du mandat ;

CONSIDERANT que la société Franciliane s'est engagée en faveur des publics fragilisés et des clients démunis ;

CONSIDERANT que dans le cadre de ses missions de secours, le CCAS de Sevrans alloue des aides pour la consommation d'eau versée par la société Franciliane ;

CONSIDERANT que la société Franciliane et le CCAS souhaitent formaliser leur collaboration pour prévenir les impayés de facture d'eau et mener des actions de prévention ;

CONSIDERANT les termes de la convention ayant pour objet de définir et de préciser les objectifs ainsi que les conditions de partenariat entre les parties ;

ARTICLE 1 : APPROUVE la convention entre le CCAS et La société Franciliane, relative à la lutte contre la précarité énergétique telle qu'annexée à la présente délibération

ARTICLE 2 : AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention

ARTICLE 3 : DIT que la présente décision sera inscrite au registre des décisions du Centre Communal d'Action Sociale et un extrait sera affiché dans ses locaux.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le 22/04/2025

ID : 093-219300712-20250415-CCASDEC_1-DE

S'LO

ARTICLE 4 : Dit que la présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis, au titre du contrôle de légalité et qu'elle peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de ses notifications et publication.

Fait à Sevran, le 15 avril 2025

Le Maire, Président du CCAS



Stéphane BLANCHET